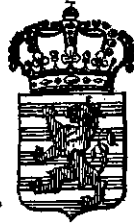


Memorial

des
Großherzogthums Luxemburg.



MEMORIAL

DU
Grand-Duché de Luxembourg.

Erster Theil.

Acte der Gesetzgebung
und der allgemeinen Verwaltung.

N^o 12.

PREMIÈRE PARTIE.

ACTES LÉGISLATIFS
ET D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Samstag, 17. April 1875.

SAMEDI, 17 AVRIL 1875.

Gesetz vom 1. März 1875, wodurch die zwischen dem Großherz. Staate und der Stadt Luxemburg abgeschlossene Uebereinkunft zur Regelung ihrer respectiven Interessen bezüglich der Demolirung der Festung Luxemburg genehmigt wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidungen der Abgeordnetenkammer vom 17. Februar 1875 und des Staatsrathes vom 18. desselben Monats, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1.

Die am 30. Januar 1875 zwischen dem Großherzoglichen Staate und der Stadt Luxemburg abgeschlossene Uebereinkunft zur Regelung der respectiven Interessen bezüglich der Demolirung der Nordwest-Fronte der Festung und der in Folge derselben angelegten Durchbrüche, Wege und Straßen ist genehmigt.

Art. 2.

Der General-Direction der öffentlichen Bauten ist ein Credit von 7500 Franken als erste, an die

Loi du 1^{er} mars 1875, portant approbation de la convention conclue entre l'État du Grand-Duché et la ville de Luxembourg pour le règlement de leurs intérêts respectifs relativement au démantèlement de la forteresse de Luxembourg.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 17 février 1875 et celle du Conseil d'État du 18 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}.

La convention conclue entre l'État du Grand-Duché et la ville de Luxembourg sous la date du 30 janvier 1875, pour le règlement de leurs intérêts respectifs relativement au démantèlement du front Nord-Ouest de la forteresse et à l'établissement des percées, voies et rues qui en ont été la suite, est approuvée.

Art. 2.

Il est alloué à la Direction générale des travaux publics un crédit de 7500 fr. pour première sub-

Stadt Luxemburg in Ausführung oben erwähnter Uebereinkunft zu zahlende Subvention, bewilligt.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „Memorial“ eingerückt werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Haag den 1. März 1875.

Für den König-Großherzog :

Deffen Statthalter

Der Staatsminister, im Großherzogthum,
Präsident der Regierung, Heinrich,
F. de Blochausen. Prinz der Niederlande.

Der General-Director
der öffentlichen Bauten,
B. v. Roëbe.

vention à payer à la ville de Luxembourg, en exécution de la convention susmentionnée.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

La Haye, le 1^{er} mars 1875.

Pour le Roi Grand-Duc :

Son Lieutenant-Représentant

Le Ministre d'État, dans le Grand-Duché,
Président du Gouv^t, HENRI,
F. DE BLOCHAUSEN. PRINCE DES PAYS-BAS.

Le Directeur général
des travaux publics,
V. DE ROEBE.

Convention.

Entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par M. le Ministre d'État, Président du Gouvernement, et M. le Directeur général des travaux publics, d'une part,

Et la Ville de Luxembourg, représentée par son collège des bourgmestre et échevins, d'autre part,

A été arrêtée la convention qui suit :

A.

1^{re} La Ville de Luxembourg accepte l'alignement des voies établies sur le territoire de l'ancienne forteresse, tel qu'il est fixé par l'arrêté royal grand-ducal du 24 juillet 1871 et le plan daté du 6 septembre 1873. Il sera toutefois loisible à la Ville de réduire à 10 mètres la largeur de la partie de rue comprise dans le premier alignement porté par le dit arrêté royal grand-ducal.

2^o La Ville se charge :

- a) de l'entretien de toutes les voies autres que des routes de l'État;
- b) de l'établissement au fur et à mesure des besoins et dans un délai de quatre années au plus, à partir de l'approbation de la présente convention, de la conduite d'eau et de l'éclairage sur toutes les voies, y compris les grandes routes;
- c) elle contribuera pour moitié à la dépense de construction de l'égout collecteur à établir à partir de l'extrémité Est des bains et lavoirs communaux, pour passer sous la rue allant jusqu'à l'avenue Marie et, de là, sous la rue prolongée Aldringer, jusqu'à la rencontre de la rue du Piquet et, de là, sous la nouvelle rue longeant la propriété Reuter jusqu'à la rue Marie-Thérèse prolongée et, de là, sous cette rue jusqu'à la rencontre de la rue Saint-Philippe et, de là, jusqu'aux réservoirs établis aux bords de la Pétrusse.

Les travaux de mise sous voûte de ces réservoirs, d'établissement des écluses et des passages jusqu'à la Pétrusse, seront à la charge exclusive de la Ville. Ces travaux seront faits en conformité du plan Worré, du 14 décembre 1871.

Les travaux de l'égout et des regards à construire seront exécutés d'après les plans et devis Worré, du 16 décembre 1874.

La Ville se charge encore de pourvoir à ses frais à l'écoulement des eaux de la rue supérieure des Capucins, soit à ciel ouvert, soit par un canal souterrain pouvant rejoindre l'égout collecteur principal.

Elle se charge de l'entretien total de l'égout décrit sub C, la remise lui en ayant été faite après son achèvement.

La somme que la Ville aura à payer à l'État ensuite de la stipulation qui précède, sera déterminée d'après les procès-verbaux de réception, et payée directement aux entrepreneurs au fur et à mesure des réceptions.

3° La charge de l'entretien des voies, assumée sub n° 2 A, sera prise par la Ville au fur et à mesure de leur achèvement, par tronçon de carrefour à carrefour.

B.

L'État du Grand-Duché s'engage :

1° à abandonner à la Ville la propriété des voies latérales, dont elle assume l'entretien ;

2° à fournir sur les terrains dépendant du domaine de la ci-devant forteresse, l'alignement prévu par les arrêtés et plans susvisés ;

L'alignement sera fourni par l'établissement des voies et des banquettes ou trottoirs qui en dépendent ;

3° à établir toutes les voies de manière à ce qu'il soit pourvu à l'écoulement facile des eaux pluviales et ménagères sur celles-ci ;

Les rues établies en deça du grand boulevard seront pavées, le grand boulevard et le chemin de ceinture du Parc seront empierrés en hasselstein ou conglomérat de la lisière des Ardennes. Les banquettes à établir dans les dimensions prévues seront construites de manière à y permettre autant que possible le passage à pied sec en toute saison.

Le Gouvernement s'engage à maintenir dans la vente ou dans la cession des terrains, le long de ce boulevard, les conditions de construction portées dans les cahiers des charges des ventes consenties jusqu'ici.

4° à construire l'égout collecteur décrit ci-dessus sub A, 2 c, moyennant la subvention convenue ;

5° de modifier l'alignement de la rue passant par la cour de l'ancienne caserne de la Porte-Neuve en ce sens, qu'à partir de la place vendue au sieur Hilger ou Schmitz, cet alignement suivra une ligne droite à tracer de l'angle Est de l'une ou de l'autre de ces places jusqu'à l'encoignure de l'ancienne maison Muller ;

L'État et la Ville abandonnent les emplacements qui leur appartiennent au delà de cette ligne, pour former une place publique autour du bâtiment de l'ancien puits.

L'acquisition des parcelles Schmitz, Linden et Weyler, ou les deux dernières seulement, tombant dans cet alignement, reste à charge de la Ville. Le Gouvernement abandonne à la Ville le quadrilatère a, b, c, d du croquis ci-joint.

6° à céder à la Ville en toute propriété le Parc dans toute son étendue actuelle, à l'exception de la parcelle de terrain mentionnée ci-après, pour servir de promenade publique.

Le Gouvernement s'oblige à achever cette promenade conformément aux plans de l'architecte-Paysagiste M. André, sauf les modifications de détail qui seront jugées nécessaires lors de l'exécution des travaux.

Il est convenu :

- a) que cet achèvement ne concerne que l'établissement des chemins, le modelage du terrain, les plantations et l'ensemencement des pelouses, à l'exclusion de toutes constructions quelconques ;
- b) que le Gouvernement sera seul juge de la question d'achèvement ;
- c) que la Ville prendra à sa charge l'entretien du Parc au fur et à mesure de l'achèvement par sections d'avenue à avenue, et s'engage à le maintenir en parfait état ;
- d) qu'elle ne pourra ni temporairement ni définitivement aliéner ou détourner de sa destination tout ou partie de cet immeuble sous peine de résolution de la cession.

Néanmoins la Ville pourra autoriser, dans l'intérêt des promeneurs, l'établissement de deux restaurants-limonadiers au plus, non clôturés extérieurement aux dépens du Parc.

L'autorisation du Gouvernement pour l'abatage d'arbres de haute futaie reste réservée.

Le Gouvernement se réserve de disposer, dans l'intérêt de l'agrandissement de la villa Vauban, de la parcelle de terrain comprise entre le mur de clôture latéral de cette propriété et le fossé extérieur adjacent, figuré au plan sous les lettres ABCD, d'une contenance approximative de 500 mètres.

7° à payer à la Ville la somme de 30,000 fr. à titre de subvention pour les travaux assumés par elle d'après la présente convention. La Ville renonce à tout autre dédommagement qu'elle pourrait réclamer à raison des travaux de démantèlement et de voirie susvisés.

Cette somme sera payée à la Ville en quatre années et par quarts, à charge toutefois par elle de justifier de l'achèvement proportionnel des travaux mis à sa charge.

Les plans Worré du 14 décembre 1871 et du 16 décembre 1874, mentionnés dans le corps de la présente convention, seront soumis à une étude spéciale et définitivement fixés d'un commun accord pour servir à l'exécution des travaux prévus.

La présente convention, qui reste subordonnée à l'approbation de la législature, a été arrêtée et signée à Luxembourg le 30 janvier 1875.

Pour l'État :

Le Ministre d'État, Président du Gouvernement,
F. DE BLOCHAUSEN.

Le Directeur général des travaux publics,
V. DE ROEBE.

Pour la Ville :

Le Bourgmestre,
CH. SIMONIS.

L'Échevin,
EUG. FISCHER.